

POURQUOI LES CDN SONT-ELLES SI IMPORTANTES ?



Table des matières

P. 3	Éditorial <ul style="list-style-type: none">• Pourquoi les CDN sont-elles si importantes ?• Outils CDN par les 4 principaux architectes
P. 5	Avancées du climat <ul style="list-style-type: none">• La vision à long terme du Rwanda pour une croissance verte
P. 6	Études de cas <ul style="list-style-type: none">• Un partenariat international pour les premières CDN ambitieuses de la Namibie• Nigeria : programmes de gestion des déchets et marchés internationaux du carbone
P. 8	Intra-ACP à la loupe <ul style="list-style-type: none">• L'outil ACP sur les CDN : un processus de soumission automatisé
P. 9	Le baromètre de l'UE AMCC+ <ul style="list-style-type: none">• L'AMCC/AMCC+ et les CDN
P. 12	Les meilleures pratiques <ul style="list-style-type: none">• Un inventaire des CDN par la Facilité d'appui de l'UE AMCC+• Principaux outils et programmes en ligne sur les CDN

CRÉDITS PHOTO

Couverture :	L'équipe AMCC du Timor-Oriental au village de Macalaco © UE AMCC+ 2019, photo Bernardino Soares
Page 3:	La plage Esmeralda affectée par l'érosion, Miches, République dominicaine © UE AMCC+ 2020, photo Anatoly Kireev
Page 5:	Visite croisée Rwanda-Bénin © UE AMCC+ 2020
Page 6:	Désert namibien
Page 7:	Inondations au Nigeria © UE AMCC
Page 8:	Outil en ligne intra-ACP sur les CDN
Page 12:	Infographie sur les outils de CDN © UE AMCC+
Page 13:	Principaux outils et programmes en ligne sur les CDN
Dos :	Flamant rose sur la plage Esmeralda affectée par l'érosion, Miches, République dominicaine. © UE AMCC+ 2020 photo Anatoly Kireev.

Éditrice : Francesca Predazzi

Pourquoi les CDN sont-elles si importantes ?

Jane Wilkinson

« Les CDN sont des promesses d'action basées sur l'évaluation que le pays a faite lui-même de ses propres circonstances et priorités. »

Il y a de nombreuses raisons pour lesquelles les contributions déterminées au niveau national (CDN) sont importantes. Commençons toutefois par un bref historique.

Avant l'Accord de Paris (2015), seuls 38 pays développés avaient l'obligation de réduire leurs émissions selon des valeurs cibles fixées par accord multilatéral. Ces pays étaient ainsi légalement tenus d'accomplir « tout le nécessaire » pour atteindre les valeurs cibles sur une période d'engagement prédéfinie. Cette approche a fondamentalement échoué lorsqu'il est apparu que, au moment où ils étaient censés rendre des comptes, ces pays ont pu tout bonnement se dédire de leurs engagements d'atténuation, avec pour seule conséquence de perdre la face.

Sept raisons pour lesquelles les CDN sont si importantes :

En premier lieu, les CDN ne sont plus des objectifs imposés par des instances supérieures mais des promesses, déterminées au niveau local, d'agir sur la base de l'évaluation que le pays a faite lui-même de ses propres circonstances et priorités.

Deuxièmement, les CDN facilitent des actions climatiques appropriées pour tous les pays. Ce système universel de soumission est en effet une caractéristique de l'Accord de Paris.

Troisièmement, comme les informations étayant l'autoévaluation sont contenues dans les CDN, celles-ci offrent un aperçu transparent des circonstances nationales à un moment précis. Il s'agit d'informations sur les caractéristiques physiques et géographiques, la conjoncture économique, la contribution aux émissions mondiales de gaz à effet de serre (GES) et la capacité de séquestration de ces gaz, et la vulnérabilité aux effets du changement climatique.

Quatrièmement, puisque les CDN encouragent les pays à étudier leur potentiel en termes d'atténuation, elles indiquent ce qu'ils feront, comment ils le feront, dans quel délai et avec quelle assistance (si nécessaire). Les CDN deviennent donc de véritables plans pour l'action climatique. De plus, elles offrent l'avantage de la flexibilité, car les pays peuvent choisir les politiques, programmes et outils financiers qu'ils utiliseront pour atteindre leurs objectifs.

« Elles encouragent les pays à étudier leur potentiel en termes d'atténuation, ce qui en fait de véritables plans pour l'action climatique. »

« Il est préoccupant de constater que 39,5 % des CDN actualisées n'entendent renforcer que d'un modeste 2,7 % leur niveau d'ambition en matière d'atténuation. »

Cinquièmement, bien que ce ne soit pas un élément obligatoire, la plupart des pays ont utilisé les CDN pour mettre en évidence la manière dont ils s'adapteront aux impacts du changement climatique, en spécifiant les priorités d'adaptation et indiquant les besoins de soutien. Ceci stimule tous les pays – et pas seulement ceux qui ont des problèmes d'atténuation urgents – à participer à l'action mondiale.

Sixièmement, les effets prévus des CDN peuvent être regroupés en données agrégées, ce qui permet de voir où en est le monde par rapport aux objectifs climatiques et d'améliorer la compréhension scientifique de la progression du réchauffement planétaire et de ses effets sur le système climatique mondial.

Septièmement, les CDN sont des chantiers permanents. Elles doivent être actualisées tous les cinq ans au moyen de données scientifiques plus pointues, des changements de circonstances et des mesures croissantes d'appui politique en faveur d'une action climatique plus résolue et plus ambitieuse.

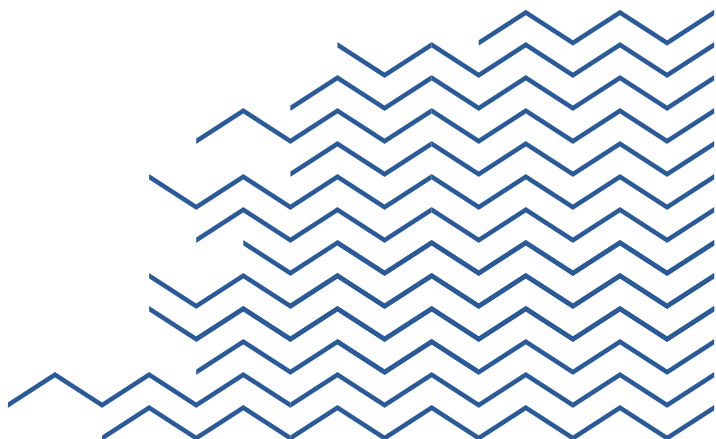
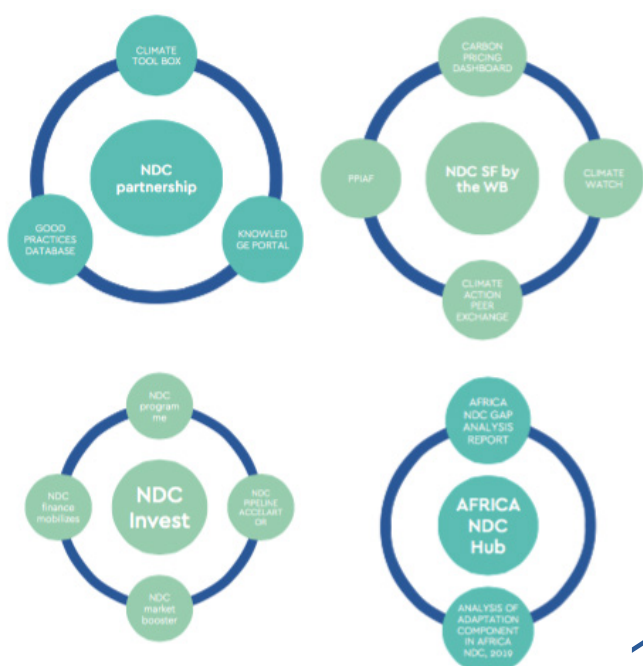
Aux termes des premières CDN soumises en 2015, les pays ont tablé sur une hausse des températures mondiales de 3,4 °C, une valeur bien supérieure à l'objectif de 2 °C convenu à Paris. Des preuves cumulatives soulignent la fréquence et la gravité croissantes des effets du changement climatique partout dans le monde. De plus, en 2018, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) a clairement fait savoir que même un réchauffement planétaire de 1,5 °C – soit

l'objectif indicatif prôné par l'UE et la majorité des partenaires de l'UE AMCC+ – infligerait des dommages irréversibles à une grande partie des écosystèmes du monde, exposant les personnes et les biens à des risques grandissants.

Des partenaires de l'UE AMCC+ comptant parmi les pays les plus vulnérables aux effets du changement climatique, l'on ne saurait trop insister sur l'importance qu'il y a à finaliser les actualisations des CDN en 2021, des CDN assez ambitieuses pour combler de façon significative les écarts en termes d'émissions. En février 2021, le Secrétariat de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC) a publié un rapport de synthèse sur les 48 CDN mettant à jour les engagements de 75 pays (par exemple, l'UE établit une seule CDN globale pour 27 pays), soit 39,5 % des parties. Bien que le processus d'actualisation ne soit pas terminé, il est préoccupant de constater que les pays n'entendent renforcer que d'un modeste 2,7 % leur niveau d'ambition en matière d'atténuation.

Cette édition de notre magazine se penche sur les façons dont les partenaires de l'UE AMCC+ tirent parti des possibilités des CDN pour intégrer le changement climatique dans la planification du développement national et pour mettre en commun des ressources internationales afin de soutenir les priorités nationales avec le soutien de l'UE AMCC+. Nous découvrirons aussi certains défis que les pays ont à relever pour répondre à leurs besoins de soutien, et verrons comment ils surmontent les obstacles afin de traduire les objectifs nationaux en actions à l'échelle locale.

Outils CDN par les 4 principaux architectes



Avancées du climat

La vision à long terme du Rwanda pour une croissance verte



« L'approche du développement adoptée par le Rwanda et intégrée dans sa CDN attache de l'importance à la santé et à la productivité des terres et des écosystèmes naturels. »

« Le Rwanda veut progresser rapidement à l'aide d'un mélange adéquat de financements climatiques, de nouveaux mécanismes de marché et d'appui des donateurs internationaux. »

Dans bon nombre de pays en développement, les mesures en matière de changement climatique et de durabilité sont considérées comme des compléments superflus ou inabordables au regard de la recherche de résultats immédiats dans les domaines de la réduction de la pauvreté, de l'amélioration du niveau de vie et de la croissance économique. Ainsi, à cause des contraintes pesant sur les finances publiques et d'une connaissance limitée des opportunités offertes par une croissance verte et résiliente au changement climatique, certaines administrations continuent à rechercher un développement fondé sur les sources d'énergie à combustible fossile, polluantes et rendues artificiellement peu coûteuses, et sur la surexploitation des terres et des autres ressources naturelles.

L'approche du développement qui a été adoptée par le Rwanda et intégrée dans sa CDN se fonde sur une vision à long terme qui attache de l'importance à la santé et à la productivité des terres et des écosystèmes naturels. Depuis 2011, sa *Stratégie de croissance verte et de résilience au changement climatique*, un document exhaustif, a aidé à organiser et à identifier les liens entre adaptation et atténuation entre les divers secteurs. Fondée sur les politiques existantes et les enseignements tirés, la CDN initiale du Rwanda est un bon exemple de la manière dont un gouvernement peut intégrer le changement climatique et la durabilité dans son programme de développement national dans le but de réduire la pauvreté et d'améliorer les moyens de subsistance, de protéger les ressources naturelles et les écosystèmes ainsi que développer l'économie. La récente [visite de Cotonou à Kigali visant à partager une approche locale du changement climatique](#), organisée par l'UE AMCC+, a montré l'intérêt suscité par l'approche rwandaise.

La CDN indique que le Rwanda est densément peuplé, très vulnérable au changement climatique et fortement dépendant des cultures pluviales, à la fois pour ses moyens de subsistance et pour les exportations, essentiellement de thé

et de café. En toute logique, le renforcement de la résilience dans les secteurs de l'affectation des terres et de la gestion de l'eau est traité en priorité. De plus, ces deux secteurs sont considérés comme faisant partie intégrante de l'objectif de mise en place de la sécurité énergétique et d'un approvisionnement en énergie à faible intensité de carbone, en appui au développement d'une industrie verte et d'un secteur touristique durable.

Le Rwanda a utilisé des analyses de données approfondies afin d'estimer son potentiel en termes d'atténuation et de quantifier ses contributions conditionnelles et inconditionnelles à l'atténuation dans sa première CDN. En 2020, le pays figurait parmi les premiers à soumettre une version actualisée de la CDN qui répond à ces objectifs en donnant le détail des entités de mise en œuvre, des calendriers, des financements requis, des interconnexions et des synergies entre les différents secteurs et composantes. Pour le secteur des transports, par exemple, le Rwanda vise l'atténuation en réduisant les émissions par des incitations fiscales, la mise au rebut des véhicules vétustes et, en même temps, en collaborant avec les réseaux d'autobus et en faisant la promotion du programme de véhicules électriques en parallèle à une approche climatiquement résiliente des infrastructures routières.

Étant donné qu'ils tirent parti des possibilités offertes par l'intégration du changement climatique, la CDN du Rwanda peut être interprétée comme un plan de développement vert. De plus, le gouvernement a rendu prioritaire l'établissement de moyens plus efficaces pour mesurer, rapporter et contrôler les efforts qu'il accomplit pour combler les écarts au niveau des mesures et des ressources financières. Le Rwanda veut progresser rapidement, en étudiant comment atteindre ses objectifs conditionnels à l'aide d'un mélange adéquat et d'une utilisation efficace des financements climatiques, des nouveaux mécanismes de marché et de l'appui des donateurs internationaux.



Monica Bonfanti

Étude de cas

Un partenariat international pour la première CDN ambitieuse de la Namibie



Pays :

Vulnérabilité (Climate Risk Index) :

Projet UE AMCC+ :

Namibie

85^e pays le plus vulnérable

Appui à la coordination et à la mise en œuvre des CDN pour la Namibie



« Dans sa première CDN ambitieuse, la Namibie s'engage à réduire ses émissions de gaz à effet de serre de 89 % d'ici 2030. »

« La CDN de la Namibie dépend énormément de l'aide internationale, qui devra couvrir 90 % des coûts prévus. »

La Namibie, pays le plus aride d'Afrique subsaharienne, se caractérise par des conditions climatiques très fluctuantes, une variabilité élevée des températures et la rareté des ressources en eau. En 2019, la pire sécheresse que la Namibie ait connue en 90 ans a tué des milliers de têtes de bétail et privé d'aliments un habitant sur trois, soit environ 800 000 Namubiens. Ce pays est l'un des moins peuplés au monde et, bien que situé dans la catégorie des pays à revenu intermédiaire, il souffre d'importantes inégalités. En 2019, 29 % de sa population était considérée comme « extrêmement pauvre ». La Namibie a subi de sévères effets de la pandémie de COVID-19, qui ont fait augmenter de 200 000, pour atteindre 1,6 million, le nombre de personnes vivant avec 5,50 USD ou moins par jour. Actuellement, à peine 53 % de la population a accès à l'électricité.

Dans sa première CDN ambitieuse, la Namibie s'engage à réduire ses émissions de GES de 89 % par rapport au niveau habituel d'ici 2030. La majorité des économies de GES prévues dans la CDN de la Namibie devraient provenir d'améliorations à apporter à l'agriculture, à la foresterie et aux autres secteurs utilisant les terres, d'une part, et de l'augmentation de la part (de 33 à 70 %) des énergies renouvelables dans le bouquet énergétique national, d'autre part. La CDN de la Namibie dépend énormément de l'aide internationale, qui devra couvrir 90 % des coûts prévus, soit quelque 50 milliards d'USD au taux de 2015.

En 2018, l'International NDC Partnership a travaillé avec le gouvernement namibien dans le but d'utiliser la CDN comme un point focal de consultation et de collaboration. En novembre de cette année, divers acteurs nationaux ont

fait cause commune afin d'identifier et de « valider » une série d'actions prioritaires à mettre en œuvre en partenariat avec des partenaires internationaux apportant un soutien technique et financier destiné à faire progresser des composantes spécifiques.

À l'aide de ce plan de partenariat, en 2019, l'UE AMCC+ a entrepris d'identifier des mécanismes et approches qui pourraient aider à encourager l'action de manière générale en remédiant aux blocages systémiques, en particulier la mauvaise coordination et l'accès insuffisant au financement.

Un programme de l'UE AMCC+ doté de 4 millions d'euros a été approuvé pour : (1) soutenir un mécanisme d'appui à la coordination afin d'intégrer le changement climatique dans tous les domaines de la planification du développement ; (2) mettre en place une capacité technique afin de formuler et d'augmenter le financement, notamment par une meilleure utilisation des budgets nationaux et des politiques fiscales ; et (3) expérimenter un mécanisme de financement afin de permettre aux communautés péri-urbaines et rurales en situation de vulnérabilité d'accéder au financement et aux technologies solaires hors réseau, ce qui pourra ensuite faciliter l'accès à l'eau dans les zones rurales.

Les solutions transversales aident à tirer parti de nombreux bénéfices qui permettent de s'adapter avec efficacité au changement climatique tout en offrant un retour sur investissement et une amélioration des moyens de subsistance. L'UE est résolue à exploiter les enseignements du passé afin de libérer le potentiel des CDN, qui peuvent servir de plans de développement durable.

Jane Wilkinson

Étude de cas

Nigeria : programmes de gestion des déchets et marchés internationaux du carbone



Pays :

Vulnérabilité (Climate Risk Index) :

Projet UE AMCC+ :

Nigeria

18^e pays le plus vulnérable

Programme de lutte contre le changement climatique au Nigeria (NCCRP)



« Avec le soutien de l'UE AMCC+, le gouvernement nigérian a mis en place son Programme de réponse au changement climatique (NCCRP). »

« Le Nigeria entend faciliter l'accès à la finance carbone en produisant des résultats d'atténuation transférés au niveau international (ITMO). »

Le Nigeria est le premier pays africain en termes de population et de PIB, le deuxième plus gros émetteur de GES en Afrique après l'Afrique du Sud, et figure parmi les 20 pays les plus vulnérables aux risques liés au changement climatique. Dans sa CDN, le Nigeria s'est engagé de façon inconditionnelle à réduire ses émissions de 20 % d'ici 2030 ou de 45 % s'il y est aidé.

En explorant les rapports qu'il y a entre les objectifs de la CDN du Nigeria et la nature du travail appuyé par l'UE AMCC+, l'on obtient un bon exemple de la manière dont les CDN fixent des objectifs globaux et servent de « garde-fou » pour permettre aux activités ultérieures d'atteindre ces objectifs. En 2020, et avec le soutien de l'UE AMCC+, le gouvernement nigérian a mis en place son Programme de réponse au changement climatique (NCCRP). L'objectif du NCCRP est d'identifier les mesures susceptibles de réduire la consommation d'énergie et d'améliorer l'efficacité énergétique, de diminuer les coûts énergétiques et de faciliter la transition vers les énergies renouvelables.

Comme nous l'avons expliqué dans l'édition n° 3 de ce magazine, « L'impact de l'atténuation », la gestion des déchets est un problème croissant pour le Nigeria, qui considère comme une priorité l'ouverture de nouvelles sources d'investissement pour améliorer ce secteur. Dans cet esprit, le NCCRP est assorti du pouvoir : (1) de soutenir de solides actions institutionnelles et sectorielles en matière de mesure, de rapportage et de vérification des émissions provenant des secteurs de l'énergie et des déchets ; (2) d'établir une base de référence pour la production de déchets ; (3) d'appuyer la réduction des déchets en identifiant les meilleures pratiques de gestion des déchets ; et (4) d'améliorer la compréhension par un vaste

éventail de parties prenantes des possibilités qui existent de mener une action climatique efficace.

En 2020, le gouvernement a sollicité l'appui de l'UE AMCC+ pour étendre les termes de référence du NCCRP et leur permettre ainsi d'intégrer les nouvelles approches consacrées par l'Accord de Paris, ce qui pourra aider le Nigeria à atteindre l'objectif conditionnel de 45 % fixé dans sa CDN. Plus précisément, le pays entend utiliser des approches coopératives internationales fondées sur le marché – ou les marchés du carbone – pour faciliter l'accès à la finance carbone en produisant des résultats d'atténuation transférés au niveau international (ITMO) à travers des programmes de déchets pouvant être vendus sur les marchés internationaux du carbone.

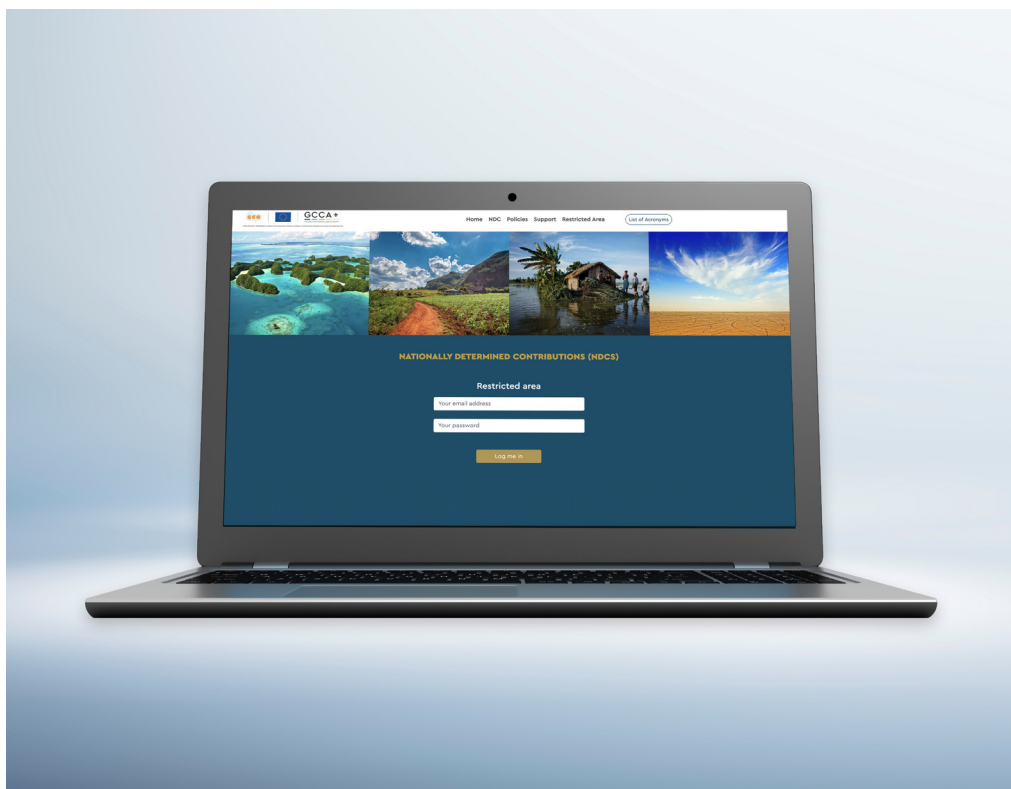
Pour être pris en compte dans la réduction des émissions fixée par les CDN, les ITMO doivent être exprimés en unités de carbone fiables et crédibles. Leur production doit respecter pour l'essentiel les processus précis et transparents de mesure, rapportage et vérification (MRV) soutenus par le NCCRP. En même temps, à travers certains des programmes de renforcement des capacités du NCCRP conçus pour les parties prenantes publiques et privées, les ITMO ont pour but d'élargir le spectre des nouvelles opportunités commerciales de la gestion des déchets afin de contribuer à l'atteinte des objectifs fixés par l'Accord de Paris. Enfin, au fur et à mesure du renforcement des capacités, les données collectées grâce aux processus de MRV et les enseignements tirés pourraient aussi servir à documenter des mesures d'intensification dans le secteur des déchets ou à soutenir le développement d'autres activités dans d'autres secteurs.

Monica Bonfanti

Intra-ACP à la loupe

L'outil ACP sur les CDN : un processus de soumission automatisé

« Cet outil met à la disposition des pays un processus automatisé et simplifié pour leur permettre de soumettre leur CDN obligatoire au titre de la CCNUCC, ces données restant en possession du pays concerné. »



L'outil en ligne ACP sur les CDN a été élaboré dans le cadre de la réponse à la demande des États membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) qui souhaitaient une évaluation des manques et des besoins de capacité quant au développement des CDN. De plus, cet outil est conçu pour aider les États membres de l'OEACP à préparer leur CDN – nouvelle ou actualisée.

Cet outil met à la disposition des pays un processus automatisé et simplifié pour leur permettre de soumettre leur CDN obligatoire au titre de la CCNUCC, cela en suivant un ensemble de lignes directrices conçues pour faciliter la clarté, la transparence et la compréhension de ce processus. Ainsi, l'outil garantit que toutes les informations requises par la CCNUCC sont clairement présentées sous la forme d'une

liste récapitulative complète, afin que les États membres puissent leur donner une suite appropriée. Par ailleurs, il contient deux sections facultatives – Communication en matière d'adaptation et Besoins de renforcement des capacités et assistance technique et financière – pour permettre aux membres de l'OEACP de soumettre une CDN plus complète.

L'un des principaux avantages de l'outil (qui est disponible en anglais, français, espagnol et portugais) est son accès totalement sécurisé : les données introduites sur la plateforme restent en possession du pays concerné et sont visibles uniquement par lui, sauf si ce pays en autorise le partage avec d'autres utilisateurs de l'outil. L'administrateur national de l'outil peut, à sa discrétion, accorder l'accès à d'autres utilisateurs. De cette façon, les parties prenantes de différents

secteurs peuvent, au sein du même espace en ligne, apporter les éléments techniques nécessaires, tant à distance qu'en temps réel, afin de réviser les contributions à l'aune des politiques et stratégies nationales.

Une section spécifique Mesure et rapportage des CDN est en cours d'élaboration et devrait être mise à disposition dans la foulée des nouvelles lignes directrices de la COP26.

[Outil en ligne AMCC+ intra-ACP](#)

Jean-Rémy Daue

Expert chargé de la communication et de la gestion des connaissances, Facilité d'appui, Programme

LE BAROMÈTRE DE L'UE AMCC+

L'AMCC/AMCC+ ET LES CDN

Les processus de CDN ont gagné en importance après l'Accord de Paris (2015), qui a coïncidé avec le début de la seconde phase de l'AMCC /AMCC+. L'appui à ces activités a ainsi pris davantage de place et d'importance dans le portefeuille de l'AMCC depuis 2015.

24 PAYS

26 PROJETS











148 MILLIONS EUR

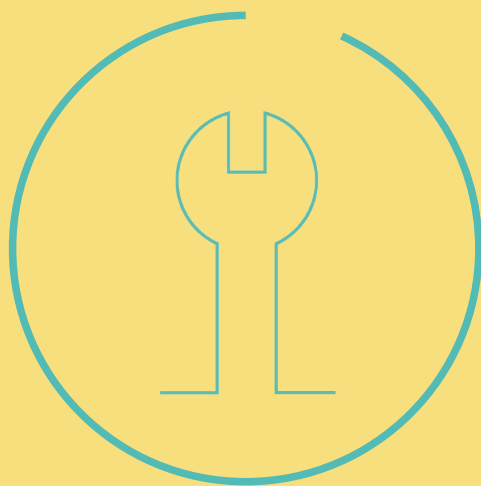
L'AMCC/AMCC+ ET LES CDN – PAYS D'INTERVENTION



CABO VERDE, CÔTE D'IVOIRE, CUBA, DJIBOUTI, ÉTHIOPIE, GAMBIE, GHANA, HAÏTI, LIBERIA, MALDIVES, MALI, MAURICE, MYANMAR, NAMIBIE, NIGERIA, OUGANDA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, RWANDA, SÉNÉGAL, SRI LANKA, SURINAME, TCHAD, TIMOR-ORIENTAL, TRINITÉ-ET-TOBAGO

ACTIVITÉS DE L'UE AMCC+ EN APPUI AUX PROCESSUS DE CDN

Projets	Action	Pays
Appui à l'élaboration des CDN		
 5	APPUI À L'ÉLABORATION DES CDN, DES ACTUALISATIONS DES CDN ET DES PLANS DE MISE EN ŒUVRE DES CDN	MYANMAR, NAMIBIE, OUGANDA, SRI LANKA, TCHAD
Appui à la mise en œuvre des CDN		
 14	APPUI INSTITUTIONNEL GÉNÉRAL (COORDINATION, SYSTÈMES GÉNÉRAUX DE MRV, ETC.)	CÔTE D'IVOIRE, ÉTHIOPIE, GHANA, HAÏTI, LIBERIA, MALDIVES, NAMIBIE, NIGERIA, OUGANDA, RWANDA, SRI LANKA, TCHAD, TIMOR-ORIENTAL, TRINITÉ-ET-TOBAGO
 7	SECTEUR ÉNERGÉTIQUE	GHANA, HAÏTI, MALDIVES, NAMIBIE, RWANDA, TCHAD, TRINITÉ-ET-TOBAGO
 5	SECTEUR AGRICOLE	CUBA, MAURICE, OUGANDA, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, TCHAD
 6	SECTEUR FORESTIER	CABO VERDE, CÔTE D'IVOIRE, MALI, RWANDA, SURINAME, TIMOR-ORIENTAL
 4	GESTION DES ZONES CÔTIÈRES	CUBA, GAMBIE, RÉPUBLIQUE DOMINICAINE, SÉNÉGAL
 2	SECTEUR DE L'EAU	DJIBOUTI, SURINAME
 1	SECTEUR DES TRANSPORTS	CUBA, TRINITÉ-ET-TOBAGO
 1	SECTEUR INDUSTRIEL	SRI LANKA
 1	GESTION DES DÉCHETS SOLIDES	NIGERIA



Les meilleures pratiques

Un inventaire des CDN par la Facilité d'appui de l'UE AMCC+

Les stratégies des pays et leurs niveaux d'engagement dans l'action pour le climat ont demandé du temps pour mûrir, car des changements radicaux de culture et de comportement au niveau mondial sont nécessaires pour répondre à la gravité sans précédent des phénomènes environnementaux et météorologiques que nous vivons.

La base des actions et de l'ambition actuelles a été posée à Paris lorsque 192 pays ont soumis leurs CDN « prévues ». Une kyrielle d'initiatives de soutien provenant de sources bilatérales et multilatérales ont été fournies aux pays en développement, en priorité aux pays les moins avancés et aux petits États insulaires

en développement, afin de les aider à faire entendre leur voix concernant les besoins et les défis relatifs à la mise en œuvre des CDN.

Entre 2015 et 2020, un important travail d'ajustement a été accompli autour des promesses en matière de CDN. Au cours de ce processus de « coupe et retouche », quatre architectes majeurs ont émergé en tant qu'acteurs clés dans ce domaine : le NDC Partnership, la Plateforme de la Banque mondiale sur les CDN, NDC Invest et l'Africa NDC Hub. Tous ces acteurs s'efforcent d'encourager l'adhésion au principe de mise en œuvre des CDN et de réduire la charge pesant sur les États en facilitant l'accès aux outils et instruments qu'ils ont

conçus et affinés par l'usage et la réutilisation. Les diverses actions qu'ils ont entreprises ne se chevauchent pas et leur ont permis de développer des synergies performantes, sous l'impulsion des principes ayant conduit à la ratification de l'Accord de Paris.

Le tableau d'inventaire des CDN élaboré par la Facilité d'appui de l'UE AMCC+, accessible en ligne, fournit une vue d'ensemble complète de la situation dans ce domaine.

[Tableau d'inventaire des CDN](#)

[Download the NDC Mapping Table](#)

LEADING SUPPORT FACILITIES FOR NDCs				
NDC PARTNERSHIP ¹	RATIONALE	NEWS	PROGRAMME: wrap-up of the main activities developed	TOOLS
	<p>1. The NDC Partnership is starting to produce promising country-led models that offer a pathway to low-carbon and climate-resilient societies.</p> <p>2. Partnership Plans are proving a key driver in the NDC process, encouraging and refining this approach, scaling up the engagement across a growing number of countries.</p> <p>3. To scale what's working on the ground.</p>	<p>1. Launch of the East African Alliance On Carbon Markets and Climate Finance: The Alliance National Focal Points, who are appointed by the member countries of the Alliance, endorsed the formal establishment of the Alliance and encouraged other countries in the extended region to seek membership. They further highlighted the importance of a common East African vision with regards to carbon markets and Article 6 as well as climate finance. (05 August 2019)</p> <p>2. Gender strategy: The NDC Partnership is committed to integrating gender equality into mitigation and adaptation actions as embodied in its new gender strategy. The Partnership's Gender Strategy supports the inclusion and implementation of gender-responsive actions in Nationally Determined Contribution (NDCs).</p>	<p>1. Honduras' first NDC partnership plan for climate action developed</p> <p>2. Partnership plan with Uganda developed</p> <p>3. Pacific nationally determined contributions hub (pacific NDC hub) established</p> <p>4. Namibia partnership plan for climate action developed</p> <p>5. Mongolia NDC partnership plan developed</p> <p>6. Dominican Republic action plan for NDC developed</p> <p>7. Colombia national development plan developed</p> <p>8. Saint Lucia's cabinet approved Saint Lucia's NDC partnership plan. It is the first country to have a plan validated at that high of a level.</p> <p>9. Grenada, in the Caribbean, partnership plan for NDC 2019/2023 developed</p> <p>10. Burkina Faso partnership plan developed</p> <p>11. Zimbabwe NDC partnership plan developed</p> <p>12. Seychelles NDC partnership plan developed</p> <p>13. Pakistan partnership plan developed</p> <p>14. Lebanon partnership plan developed</p>	<p>1. Climate toolbox²</p> <p>2. Knowledge portal³</p> <p>3. Good Practices database⁴</p>

¹ composed of 85 countries and 19 institutional members in 2018

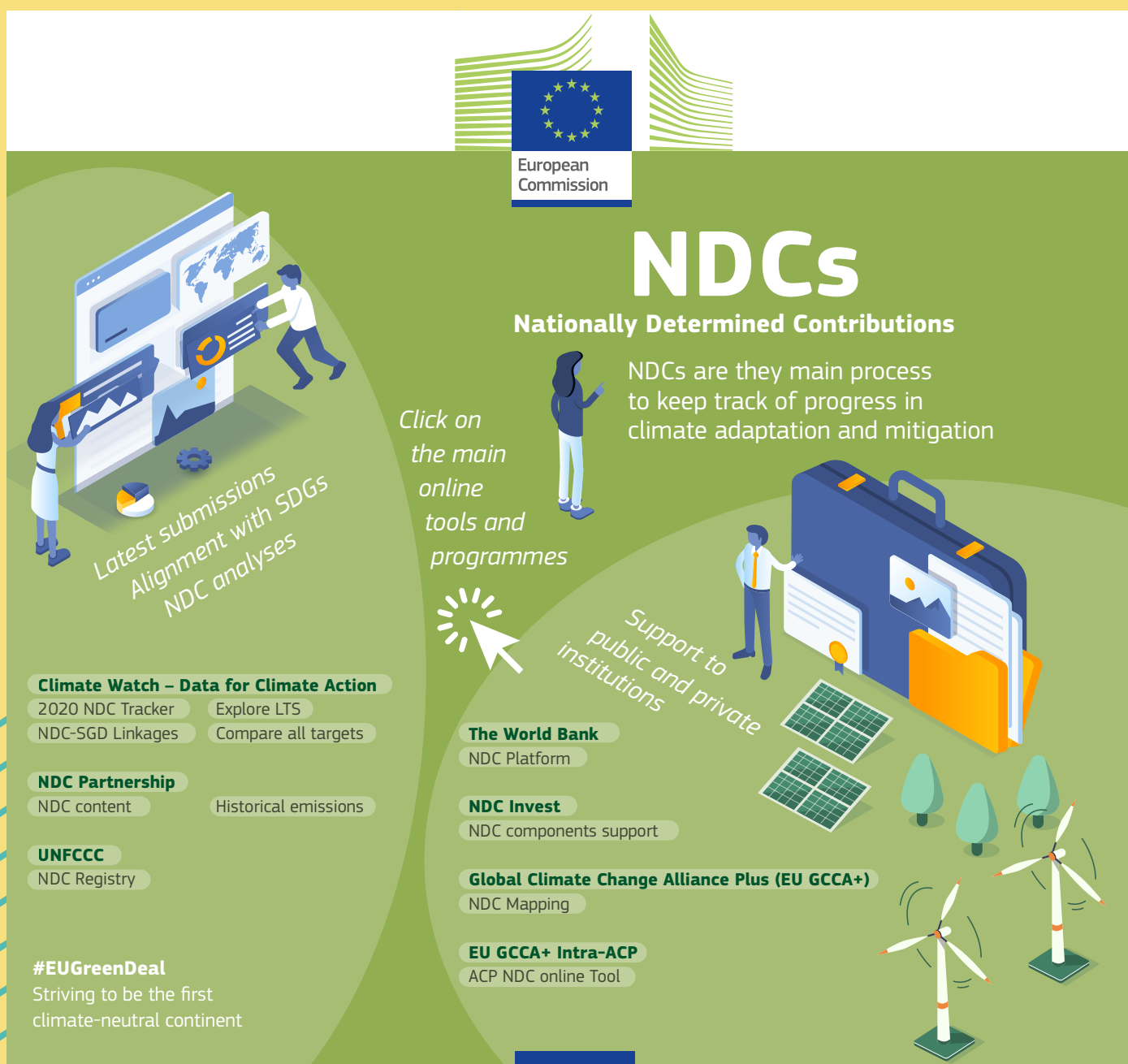
² <https://ndcpartnership.org/ndc-toolbox>

³ <https://ndcpartnership.org/knowledge-portal>

⁴ <https://ndcpartnership.org/good-practice-database>

Principaux outils et programmes en ligne sur les CDN

#EUGreenDeal #NDCs



European Commission

NDCs

Nationally Determined Contributions

NDCs are the main process to keep track of progress in climate adaptation and mitigation

Click on the main online tools and programmes

Latest submissions
Alignment with SDGs
NDC analyses

Support to public and private institutions

- Climate Watch – Data for Climate Action**
 - 2020 NDC Tracker
 - Explore LTS
 - NDC-SGD Linkages
 - Compare all targets
- NDC Partnership**
 - NDC content
 - Historical emissions
- UNFCCC**
 - NDC Registry
- The World Bank**
 - NDC Platform
- NDC Invest**
 - NDC components support
- Global Climate Change Alliance Plus (EU GCCA+)**
 - NDC Mapping
- EU GCCA+ Intra-ACP**
 - ACP NDC online Tool

#EUGreenDeal
Striving to be the first climate-neutral continent

L'UE AMCC+ L'ALLIANCE POUR UN MONDE QUI CHANGE

L'**Alliance mondiale contre le changement climatique Plus (UE AMCC+)** est une initiative phare de l'Union européenne qui aide les pays les plus vulnérables de la planète à relever le défi du changement climatique. Lancée en 2007, l'AMCC est devenue une initiative climatique majeure de l'UE, avec plus de 80 programmes en Afrique, en Asie, dans les Caraïbes et dans le Pacifique.

Rejoignez notre communauté

<https://europa.eu/capacity4dev/gcca-community>

www.gcca.eu

